

TEXTE CAA Poitiers

jeudi 5 septembre 2019

Situation générale:

Lors de leur rentrée politique, Président de la République et membres du gouvernement, fragilisés par les mouvements sociaux depuis novembre dernier, voudraient donner l'illusion de l'apaisement, du dialogue, du changement de ton; ils tentent de renouer avec la confiance sans renoncer un instant aux réformes en cours. Il est plus que jamais prévu de supprimer de l'emploi public. Les chiffres du chômage pourraient faire croire à une embellie quand la paupérisation d'une partie grandissante de la population reste d'actualité. La Ministre de la santé essaie vainement de faire cesser la crise des urgences, crise endémique qui appelle une vraie revalorisation des métiers de la santé et un investissement sincère au service de la santé publique. Quant aux violences conjugales- violences intolérables- si le Grenelle qui a débuté participe d'une prise de conscience, il faut souhaiter que par delà les mots, des actes forts soient posés et qu'un budget à la hauteur des enjeux soit programmé. Pendant ce temps, le Président Macron crée le buzz au G7 et voudrait s'instituer en grand médiateur de la planète. Pendant ce temps, les radeaux et leurs voyageurs désespérés continuent de voguer sur les mers qui nous entourent dans l'indifférence, le mépris le plus total. Il faut dire que l'air que respire la planète politique est largement empuanti de relents xénophobes, populistes, fascistes aujourd'hui.

Education:

Le ministre J.M. Blanquer, droit dans ses bottes, s'effondre dans les sondages. Ses paroles et ses écrits sont en décalage total avec la réalité de la rentrée 2019. Les comités de suivi des réformes du lycée, de la voie professionnelle, de l'INSPE ne pourront que mesurer l'ampleur des disparités entre établissements, le mal-être grandissant des personnels. Dans sa lettre de rentrée, J.M. Blanquer souhaite une rentrée sous le signe de la réussite des élèves. Cette réussite, ce n'est pour l'heure pas celle du ministre, notamment dans le second degré. Tous les élèves n'ont pas encore un.e professeur.e dans chaque discipline; les conditions de travail sont considérablement dégradées dans les lycées et les collèges: classes surchargées, HSA imposées en nombre, emplois du temps émiettés parfois sur plusieurs établissements, TZR malmenés, nouveaux programmes et nouvelles épreuves en lycée, éducation à l'orientation avec moins de psy En...

Si nous n'avons pas de manuels scolaires à la rentrée, du moins nous aurons un beau drapeau pour décorer nos salles de classes! La charge de travail des enseignant.e.s est encore aggravée, de manière inacceptable, par cette absence de manuels qui seraient annoncés pour Janvier. La région Nouvelle Aquitaine accorde 200€ à chaque lycéen.ne; ce qu'elle ose qualifier de «gratuité» des manuels. Des disciplines devront-elles renoncer à l'acquisition de manuels ou bien le surcoût sera-t-il à la charge des familles? Veillons dans ce contexte insupportable à ne pas se laisser imposer le tout numérique!

C'est ainsi que le Ministre Blanquer entend répondre aux besoins criants du système scolaire en matière d'égalité dans l'accès aux savoirs et à la formation! La plus grande instabilité règne aujourd'hui dans les lycées: le droit des élèves à une formation de qualité est entamé et notre travail, empêché.

L'année scolaire dernière s'est achevée par des mouvements de grève inédits, autour du baccalauréat. Cette rentrée voit aussi des journées d'actions locales dans les collèges et lycées.

Dès la pré-rentrée, des collègues dans quelques lycées de l'académie ont confirmé leur refus d'assumer la fonction de professeur.e principal.e. Les collègues se trouvent confronté.es à des mesures d'intimidations de la part de certain.es chef.fe.s d'établissement. Le Snes-Fsu encourage les collègues engagé.es dans le refus du rôle de professeur.e principal.e à ne pas céder. En classe de Première générale, l'équipe pédagogique d'une classe peut dépasser les quarante enseignant.e.s et une même «classe», si on peut encore parler de «classe» ici, peut être prise en charge sur un même enseignement de spécialité par plusieurs enseignant.e.s; un.e même enseignant.e peut avoir des élèves de 8 classes différentes dans un même groupe. L'éclatement est devenu la règle, avec tout ce que cela porte de dangers.

L'inclusion est affichée comme un axe fort de cette rentrée. Mais il se confirme un abîme entre la

communication du gouvernement et les moyens réellement mis en œuvre. La situation des personnels AESH est toujours aussi précaire et mal rémunérée. La mise en place des PIAL risque encore d'aggraver les conditions d'exercice de ces personnels sans répondre aux attentes légitimes des familles.

PsyEN:

Le rapport Charvet, paru en juin, prévoit l'entrée des branches professionnelles et d'organismes privés (start-up ou associations) dans les EPLE, le transfert de 200 emplois des Dronisep aux régions affaiblissant ainsi l'ONISEP, la transformation des CDI en Bibli-O Lab, la suppression des 2/3 des CIO et l'affectation des PsyEN dans certains lycées «têtes de réseau», la création d'une certification en orientation pour les enseignant.e.s et d'une habilitation pour les CPE, liées au transfert des missions des PsyEn. Les préconisations de ce rapport sont suffisamment graves pour qu'une fois de plus les PsyEN fassent entendre leurs revendications et qu'ils reçoivent le soutien de toute la profession.

Retraites :

Le dossier de la réforme des retraites est ouvert. Les préconisations du rapport Delevoye d'un régime unique fonctionnant par points sont particulièrement défavorables aux fonctionnaires, aux enseignant.e.s tout particulièrement. Une certaine fébrilité s'est emparée du gouvernement et du Président de la République, qui, attentifs aux sondages, ont reculé la mise en œuvre de cette réforme après les élections municipales, en annonçant poursuivre des consultations. La FSU s'est d'ores et déjà exprimée sur son refus de l'abandon du code des pensions.

J.M. Blanquer a annoncé son intention d'ouvrir des discussions avec les organisations syndicales sur le sujet des retraites et des rémunérations. Il affirme être conscient que des retards ont pu s'accumuler pour les enseignant.e.s, notamment en matière de primes. Le Snes-FSU dénonce la supercherie qui consiste à présenter la deuxième HSA imposée comme une revalorisation de nos salaires. Les 300€ annuels d'augmentation moyenne des salaires, présentés comme une volonté de revalorisation, ne sont en fait liés qu'à la mise en œuvre du PPCR, retardée d'un an par le même gouvernement à son arrivée. Dans ce contexte, la vigilance s'impose également sur le temps de travail pour toutes les catégories, les CPE en particulier qui sont dans le viseur!

Le Snes avec la Fsu poursuivra les mobilisations sur la questions des salaires et des pensions.

Le pouvoir d'achat des retraité.e.s recule sans cesse du fait de l'absence d'indexation, de la hausse injuste de la CSG...depuis maintenant de nombreuses années. Le Président refusant toujours de recevoir nos représentant.e.s, le groupe des 9 a décidé d'une nouvelle journée d'action avec manifestations décentralisées le 8 octobre prochain.

La loi de «transformation de la fonction publique» a été votée en juillet. Les modalités de son application sont encore en débat et nous aurons à résister pour imposer, au rectorat, le cadre de défense et les garanties de nos statuts et des droits des personnels. Nous ne laisserons pas ce gouvernement atteindre son objectif, celui de faire taire les représentant.e.s des personnels et de soumettre la profession. Le Snes-Fsu doit ici renforcer son rôle d'expert auprès des collègues sur les opérations de mouvements ou de carrières, anticiper tous les leviers par lesquels nous pourrions poursuivre dans notre rôle d'information, de contrôle, de force de propositions...

Actions :

- Faire vivre l'action syndicale dans les établissements:
 - Donner du poids aux militant.e.s face aux méthodes managériales dans les établissements.
 - Accroître la participation à la formation syndicale.
 - Prioriser la syndicalisation pour être plus nombreux et plus forts.
 - Faire vivre la démocratie dans l'organisation en participant aux votes d'orientation et aux congrès départementaux FSU
- Agir avec l'interpro sur les échéances à venir (retraites, salaires, pensions ...)
- Redonner confiance dans l'action syndicale. Accompagner les actions locales, les faire connaître
- Accompagner les entrant.e.s dans le métier, les nouveaux AED de pré professionnalisation aussi.
- La CAA appelle à poursuivre la mobilisation autour du référendum sur la privatisation d'aéroport de Paris.